

Immigration. Une manifestation de solidarité avec les grévistes sans papiers de la région parisienne s'est tenue hier en fin d'après-midi à Marseille où Eric Besson a fait escale.

« Mon identité n'est pas nationale »

En même temps que le ministre de l'Immigration et de l'identité nationale était en visite hier à Marseille, une manifestation de soutien aux grévistes sans papiers de la région parisienne s'est tenue au départ du rond-point du Prado jusqu'en Préfecture où Eric Besson est venu en découdre sur la question de l'identité nationale.

Une question qui a pour le moins mobilisé le mouvement des nombreuses organisations syndicales, politiques et associatives présentes hier soir. La CGT, la CFDT, L'Union syndicale Solidaires, la FSU, l'Unsa, la Ligue des droits de l'Homme, la Cimade, le Réseau éducation sans frontières (RESF), PC, NPA et Parti de Gauche, tous sont venus manifester leur mécontentement contre « un faux débat instrumentalisé par une droite en échec total sur le plan économique et social », souligne par ailleurs Bernard Allain du syndicat enseignant Snes-FSU en accusant « l'extrême droittisation d'une société » dont « le traître Besson » constitue désormais « l'avant-garde ».

Quand banderoles et badges à l'appui, les organisations persistent et signent « mon identité n'est pas nationale », la jeunesse socialiste, elle, se rallie au mouvement pour afficher son indignation, casquettes à l'envers. « Nous refusons un débat exprimé dans un Etat soi-disant républicain », proteste le jeune Samy.

Une arme de discrimination

N'en déplaisent à la grande majorité d'historiens qui ont accordé leurs violons sur la question de l'identité « multiple » et toujours « en devenir », les politiques actuelles se sont « appropriées la définition de l'identité pour en faire une arme de discrimination », note Matthias de RESF.

La discrimination notamment par le travail, une très mauvaise passe, que connaissent les 6 000 grévistes sans papiers de la région parisienne. « Ces personnes vivent et travaillent en France tout en payant des cotisations sociales », s'indigne Dominique Guibert, secrétaire général de la Ligue des droits de l'Homme, en déplacement spécial depuis la capitale. Et pourtant, la nouvelle circulaire de « régularisation par le travail » est jugée tout aussi « inique et inacceptable que la précédente », selon les porte-parole de RESF, avec « des critères de régularisation trop restrictifs » et « son principe du traitement au cas par cas par l'arbitraire préfectoral ». « Le



« Régularisation de tous les sans papiers », « arrêt du débat sur l'identité nationale », « dissolution du ministère de l'Immigration », une pléthore de mots d'ordre ont rythmé hier soir la manifestation de soutien aux 6 000 grévistes sans papiers.

problème n'est pas l'égalité des chances mais celle des droits », entend-on encore du côté du Snes-FSU à propos d'un débat pour le moins provocateur.

« D'autant plus provocateur dans une cité métissée comme Marseille », estime Jean-Marc Coppola (PC) accusant, du même coup, la déviance électoraliste « pour récolter les voix de l'extrême droite xénophobe » avant de rejoindre les rangs jusqu'en Préfecture pour « la régularisation de tous les sans-papiers », « l'arrêt du débat sur l'identité nationale » et « la dissolution du ministère de l'Immigration ».

EMMANUELLE BARRET

▲ Pour soutenir les grévistes, une caisse de soutien est ouverte à Mille Bâbords : 61, rue Consolat (1er). Chèque libellé à l'ordre de RESF-Mille Bâbords, (spécifier au dos : « solidarité grève sans-papier ») ou : www.solidarites.soutiens.org

Besson rend sa copie

Ceux qui étaient venus pour comprendre enfin ce qu'est l'identité nationale seront restés sur leur faim. Eric Besson, ministre chargé de relever les copies des Français - et autres - consultés pour s'exprimer sur ce qui semble être une plaie ouverte au ventre de la République, n'aura répondu à aucune des questions importantes aux yeux des citoyens, de souche ou pas. Entouré de Jean Claude Gaudin, des représentants de la Préfecture et du culte musulman, le ministre n'aura en tout cas pas entendu le cri de détresse des sans-papiers ayant manifesté l'après-midi même dans les rues de Marseille. Le débat, contre toute attente, s'est en partie déroulé sans lui. Appelé, semble-t-il, à d'autres tâches juste après sa prestation d'ouverture. De retour sur scène, il n'a eu de cesse de justifier la politique en la matière de Nicolas Sarkozy.

De la réalité des valeurs de la République, celles issues de la Résistance et des conquêtes sociales, de la



Jean-Claude Gaudin et Eric Besson hier en Préfecture.

vraie notion de solidarité, du droit d'asile, de l'esprit de la charte universelle des droits de l'homme et du citoyen - la libre circulation des hommes - rien n'a transpiré.

Rappelant que l'intégration des générations italiennes, arméniennes ne s'était pas faite du jour au lendemain, il a tenu à rassurer une com-

munauté maghrébine inquiète, parce que particulièrement visée, dans sa composante musulmane, par cette initiative à coup sûr plus électoraliste que réellement destinée à engager un vrai débat pour plaquer les accords d'une polyphonie harmonieuse.

GERARD LANUX